

**ANNEXE E – Liste des autorités françaises compétentes pour les signalements externes
(ANNEXE au Décret n° 2022-1284 du 3 octobre 2022)**

| CHAMP D'APPLICATION | AUTORITÉ |
|---|---|
| Marchés publics | <ul style="list-style-type: none"> • Agence française anti-corruption (AFA), pour les atteintes à la probité • Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles • Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles |
| Services, produits et marchés financiers et prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme | <ul style="list-style-type: none"> • Autorité des marchés financiers (AMF), pour les prestataires en services d'investissement et infrastructures des marchés • Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), pour les établissements de crédit et organismes d'assurance |
| Sécurité et conformité des produits | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) • Service central des armes et explosifs (SCAE) |
| Sécurité des transports | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale de l'aviation civile (DGAC), pour la sécurité des transports aériens • Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre (BEA-TT), pour la sécurité des transports terrestres (route et fer) • Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DGAMPA), pour la sécurité des transports maritimes |
| Protection de l'environnement | <ul style="list-style-type: none"> • Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) |
| Radioprotection et sûreté nucléaire | <ul style="list-style-type: none"> • Autorité de sûreté nucléaire (ASN) |
| Sécurité des aliments | <ul style="list-style-type: none"> • Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) • Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) |
| Santé publique | <ul style="list-style-type: none"> • Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) • Agence nationale de santé publique (Santé publique France, SpF) • Haute Autorité de santé (HAS) |

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Agence de la biomédecine • Établissement français du sang (EFS) • Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires (CIVEN) • Inspection générale des affaires sociales (IGAS) • Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) • Conseil national de l'ordre des médecins, pour l'exercice de la profession de médecin • Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute • Conseil national de l'ordre des sages-femmes, pour l'exercice de la profession de sage-femme • Conseil national de l'ordre des pharmaciens, pour l'exercice de la profession de pharmacien • Conseil national de l'ordre des infirmiers, pour l'exercice de la profession d'infirmier • Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste • Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues, pour l'exercice de la profession de pédicure-podologue • Conseil national de l'ordre des vétérinaires, pour l'exercice de la profession de vétérinaire |
| Protection des consommateurs | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) |
| Protection de la vie privée et des données personnelles, sécurité des réseaux et des systèmes d'information | <ul style="list-style-type: none"> • Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) • Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) |
| Violations portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne | <ul style="list-style-type: none"> • Agence française anti-corruption (AFA), pour les atteintes à la probité • Direction générale des finances publiques (DGFiP), pour la fraude à la taxe sur la valeur ajoutée • Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI), pour la fraude aux droits de douane, droits anti-dumping et assimilés |
| Violations relatives au marché intérieur | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour les pratiques anticoncurrentielles • Autorité de la concurrence, pour les pratiques anticoncurrentielles et les aides d'État |

| | |
|---|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale des finances publiques (DGFIP), pour la fraude à l'impôt sur les sociétés |
| Activités conduites par le ministère de la défense | <ul style="list-style-type: none"> • Contrôle général des armées (CGA) • Collège des inspecteurs généraux des armées |
| Statistique publique | <ul style="list-style-type: none"> • Autorité de la statistique publique (ASP) |
| Agriculture | <ul style="list-style-type: none"> • Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) |
| Éducation nationale et enseignement supérieur | <ul style="list-style-type: none"> • Médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur |
| Relations individuelles et collectives du travail, conditions de travail | <ul style="list-style-type: none"> • Direction générale du travail (DGT) |
| Emploi et formation professionnelle | <ul style="list-style-type: none"> • Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) |
| Culture | <ul style="list-style-type: none"> • Conseil national de l'ordre des architectes, pour l'exercice de la profession d'architecte • Conseil des maisons de vente, pour les enchères publiques |
| Droits et libertés dans le cadre des relations avec les administrations de l'État, les collectivités territoriales, les établissements publics et les organismes investis d'une mission de service public | <ul style="list-style-type: none"> • Défenseur des droits |
| Intérêt supérieur et droits de l'enfant | <ul style="list-style-type: none"> • Défenseur des droits |
| Discriminations | <ul style="list-style-type: none"> • Défenseur des droits |
| Déontologie des personnes exerçant des activités de sécurité | <ul style="list-style-type: none"> • Défenseur des droits |